



FACE A L'ESCALADE GUERRIERE DE L'ETAT D'ISRAËL ET LA COMPLICITÉ DES GRANDES PUISSANCES, EXPRIMONS NOTRE COLÈRE !

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu a étendu sa guerre au Liban depuis le 21 septembre. Après les bombardements intenses du sud du pays, qui ont notamment causé la mort du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de l'essentiel de son commandement militaire, des troupes sont entrées sur le sol libanais. Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour se lancer dans une guerre sans fin, avec la complicité des dirigeants les plus riches de la planète, qui se moquent bien des victimes, qu'elles soient palestiniennes, ou israéliennes d'ailleurs !

Un an de massacres de civils

Les bombardements au Liban ont déjà fait plus de 2 000 morts et des milliers de blessés. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir leur logement, alors que ce pays compte déjà un million de réfugiés. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombes sur ce pays permet aussi de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza. Depuis un an, l'opération d'anéantissement dans la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé et des écoles a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

L'hypocrisie des grandes puissances

Netanyahu présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël. Mais face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas intérêt à chercher la guerre et un embrasement de toute la région. Biden

par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois

clame qu'il travaille à une désescalade au Liban, mais continue à livrer des tonnes d'armes à Netanyahu. Quant à Macron, il dit désormais qu'il ne faut plus livrer d'armes à Israël, tout en prétendant que la France n'en a jamais vendu. Mensonge ! Bien des fleurons de l'industrie d'armement française (Thales, Safran, MDBA, Airbus...) ont noué des partenariats avec leurs homologues israéliens et développent conjointement leurs activités au grand profit des capitalistes français de l'armement.

Pas en notre nom !

Pour les dirigeants du monde capitaliste, la priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique : l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin et pour l'instant, les manifestations qui ont lieu pour dénoncer le mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, n'ont pas suffi à faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Le mouvement international de solidarité avec la Palestine, avec ses manifestations partout dans le monde, joue un rôle essentiel : il permet non seulement de briser le sentiment d'isolement des Palestiniens, mais aussi de saper l'un des piliers de la puissance de l'État israélien, à savoir le soutien occidental. Plus que jamais exprimons partout, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude et dans la rue notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 7 octobre 2024



Brèves



Discipline

En cette rentrée a été fait signer un document supplémentaire en annexe du règlement. Il instaure une commission chargée de sanctionner non seulement les « comportements non conformes au Règlement intérieur » mais aussi la situation d'échec dans laquelle pourraient se trouver des étudiant.e.s malgré les « mesures d'accompagnement pédagogique ». En réalité le document décrit exclusivement le fonctionnement de la commission disciplinaire.

Mais à lire de plus près certains motifs énumérés interrogent sur le rôle de cette commission. Tout en haut de la liste des motifs de sanction, avant les faits d'agression ou de harcèlement, figure ainsi « Le fait de porter atteinte au bon fonctionnement ou à la réputation d'Ocellia ». S'agit il effectivement de lutter contre le sexisme et l'homophobie comme le prétendent les exemples énumérés ? Et dans ce cas pourquoi ne pas inscrire directement ces situations dans les motifs de sanction ? Il est ainsi significatif que rien ne soit dit sur les Violences Sexistes et Sexuelles.

Les cas de rappel à l'ordre d'étudiant.e.s mobilisé.e.s pour leurs droits laisse penser que ce motif pourrait être utilisé contre des étudiant.e.s en désaccord avec les choix de la direction. En fin d'année dernière les étudiant.e.s de l'IRTS Parmentier en région parisienne avaient ainsi été rappelés à l'ordre pour des pancartes « en grève » et une AG organisée dans leur école. La composition de la commission n'est quand à elle pas pour rassurer. Alors qu'à l'université le code de l'éducation prévoit des commissions composées à moitié d'étudiant.e.s et à moitié d'enseignant.e.s, la direction d'Ocellia juge ici suffisant de n'avoir qu'un.e seul.e délégué.e étudiante.

Don Bosco : contre les licenciements, la mobilisation continue

Touché.e.s par un plan de licenciement de 55 postes sur près d'un millier, les salarié.e.s de cette association avaient répondu par une mobilisation réussie le 16 septembre. Le Conseil Départemental avait alors annoncé le déblocage d'un million d'euros. Mais cette rallonge reste insuffisante pour combler les 1,8 millions d'euros de déficit dont parle la direction de l'association. Surtout ils ne remettent pas en cause les 55 licenciements ni la fermeture de 7 dispositifs. La mobilisation se poursuit donc avec un nouveau rassemblement le 16 octobre à Brest devant le siège de l'association.

Mobilisation à l'IME La clef de Sol

Les salarié.e.s de cet Institut Médico-éducatif d'Eybens géré par l'association APAHH étaient en grève le 1^{er}

octobre dernier et on réalisés des heures de grève à certains moments des journées précédentes. Elles et ils assurent le suivi pédagogique de 180 jeunes en établissement scolaire ou à domicile. Educ's, psychologues, psychomotricien.ne.s, orthophoniste, AES, medecin, secrétaires protestaient contre la pression exercée par leur direction pour rendre compter, estimer voire chiffrer l'ensemble des actes réalisés. Reçus mardi 9 octobre par leur direction, les salarié.e.s restent mobilisé.e.s dans l'attente que leurs demandes soient prises en compte.

Vencorex Pont-de-Claix : mille contre la fermeture !

Autour d'un millier de grévistes et de soutiens ont manifesté vers Vencorex ce mardi 1er octobre à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC du site. Des salarié.e.s de plusieurs autres entreprises avaient fait le déplacement, non seulement car la fermeture du site menacerait des milliers d'emplois dans la région, mais aussi pour exprimer une solidarité élémentaire entre travailleurs et travailleuses. Propriété du groupe thaïlandais PTT Global Chemical, Vencorex a été placé en redressement judiciaire début septembre, le tribunal de commerce laissant jusqu'au 17 octobre pour étudier la reprise par un autre actionnaire.

Si certaines prises de paroles ont justement mis en cause la rapacité des capitalistes prêts à sacrifier des milliers de salarié.e.s pour maximiser leurs profits, plusieurs autres se sont arrêtées à la nationalité des propriétaires et concurrents actuels. Le maire de la ville en appelant même à « protéger les frontières ». Mais cette dénonciation cache bien mal que les groupes industriels français, eux aussi, exploitent et licencient dans le monde entier. L'ancien propriétaire du site chimique de Pont-de-Claix, désormais intégré à Solvay, a ainsi réalisé 139 millions d'euros de chiffre d'affaires en Thaïlande en 2023. C'est bien plus que les 80 millions d'euros de déficit annoncés par Vencorex en 2024, mais toujours beaucoup moins que les 200 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises versées annuellement aux actionnaires. En réalité que les capitalistes français gagnent ou perdent du terrain dans la guerre économique qu'ils livrent à l'échelle mondiale, c'est dans tous les cas aux travailleurs et aux travailleuses qu'ils font payer leur course aux profits.

Pour imposer leur droit à décider de l'avenir du site ou pour arracher de quoi partir la tête haute et avec une certaine sécurité financière, les travailleurs et travailleuses de Vencorex ne pourront compter que sur leurs propres forces, et sur celles des salarié.e.s de la chimie et d'ailleurs, qui pourraient se reconnaître dans leur combat.

RÉUNION PUBLIQUE JEUNES

QUE PEUVENT LES MOBILISATIONS

ÉTUDIANTES, L'EXEMPLE DU BANGLADESH

10 OCTOBRE 18H ARSH (CAMPUS - ARRET BU)

RÉUNION PUBLIQUE NPA

RÉVOLUTIONNAIRES GRENOBLE

24 OCTOBRE - 18H SALLE MOYRAND (GRENOBLE)